

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**MAIRIE DE AZELOT
6 GRANDE RUE
54 210 AZELOT**

**MARCHÉS DE TRAVAUX
AMENAGEMENT DE LA PLACE DE LA MAIRIE
RAVALEMENT DE LA MAIRIE - SALLE DES FETES
A AZELOT**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES...4

1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENTS.....	4
1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	4
1.4 - CONTRÔLE TECHNIQUE.....	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ.....	5
1.6 – ASSISTANT MAÎTRISE D'OUVRAGE HQE.....	5
1.7 – ETUDES D'EXÉCUTION.....	5
1.8 - TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE.....	5

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....5

ARTICLE 3 :

PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....6

3.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	6
3.2 - TRANCHES CONDITIONNELLES.....	6
3.3 - RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES.....	6
3.4 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
3.5 - VARIATION DANS LES PRIX.....	12
3.6 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS.....	13

ARTICLE 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES14

4.1- DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	14
4.2- PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION PROPRE AUX DIFFÉRENTS LOTS.....	15
4.3 - PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE.....	15
4.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	16
4.5 - DÉLAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	16
4.6 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ.....	16
4.7 – PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES OBLIGATIONS D'INSERTIONS ÉCONOMIQUES.....	16

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....16

5.1 - GARANTIE FINANCIÈRE.....	16
5.2 - AVANCE.....	17

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....17

6.1 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	17
6.2 - MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT.....	17
6.3 - CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	18
6.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE.....	18

ARTICLE 7 : PIQUETAGE GÉNÉRAL.....18

7.1 - PIQUETAGE SPÉCIAL.....	18
<u>ARTICLE 8 : PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</u>	<u>19</u>
8.1 - PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	19
8.2 - PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCUL - ÉTUDES DE DÉTAIL.....	20
8.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	20
8.4 - ORGANISATION, SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES CHANTIERS.....	20
8.5 - TRAVAUX NON PRÉVUS.....	22
<u>ARTICLE 9 : ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....</u>	<u>23</u>
9.1 - ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	23
9.2 - RÉCEPTION.....	23
9.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	24
9.4 - MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	24
9.5 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS RÉCEPTION.....	24
9.6 - DÉLAIS DE GARANTIE.....	24
9.7 - GARANTIES PARTICULIÈRES.....	24
9.8 - ASSURANCES.....	24
9.9 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	25
<u>ARTICLE 10 : ACTIONS D'INSERTION.....</u>	<u>25</u>
<u>ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX ARTICLES GENERAUX.....</u>	<u>25</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Marché de travaux pour l'aménagement de la place de la Mairie et le ravalement de la Mairie – salle des fêtes à Azelot (54210)

Lieu d'exécution : 54 210 AZELOT

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de AZELOT jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en 3 lots :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
01	VRD
02	Ravalement
03	Menuiseries extérieures bois

Le lot principal est le lot 01

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

maître d'oeuvre :		BAGARD & LURON architectes 45, rue du faubourg des 3 maisons 54000 Nancy t. 03 83 39 07 55 contact@bagard-luron.com
maître d'oeuvre VRD :		CONSILIUM 4, rue Marcel Goulette 88130 Charmes t. 09 81 73 16 12 consilium@bbox.fr

La mission du maître d'œuvre est sans mission EXE

1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

Sans objet

1.4 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

Sans objet

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par :

En cours de consultation

1.6 – Assistant maîtrise d'ouvrage HQE

Sans objet

1.7 – Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont réalisées par les entreprises.

1.8 - Travaux intéressant la défense

Sans objet.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- BPU et DQE – lot 01
- La décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) – lots 02 et 03
- Le Planning
- Les plans (architectes et techniques)

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par le décret 76-87 du 21 Janvier 1976 modifié
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation

Article 3 :

Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variations dans les prix – Règlement des comptes

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Tranches conditionnelles

Sans objet.

3.3 - Répartition des dépenses communes

Pour l'application de l'article 10.1 du C.C.A.G.-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

3.3.1 - Dépenses d'investissement

Sans objet.

3.3.1.1 Plan d'installation de chantier

Etabli sous la responsabilité du titulaire du lot VRD ce plan comprend notamment :

- Une étude des accès au chantier (gabarit; charge maximale, détermination des voies)
- L'organisation du trafic (cheminement séparé pour piétons, circulation en boucle des véhicules, aménagement des entrées et des sorties de chantier)
- La prise en compte de l'existence et de l'état des bâtiments voisins, dispositions particulières à prendre
- L'implantation des clôtures provisoires, passages piétons...
- L'implantation de la signalisation chantier (panneaux, signalisation routière)
- L'implantation des zones de cantonnement (locaux d'accueil, sanitaires et locaux destinés aux personnels)
- L'implantation des zones de stockages des approvisionnements chantier (matériel et matériaux)
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets (goulottes, bennes ...)
- L'implantation des réseaux divers (eau, gaz, électricité, EP - REV)
- L'installation électrique provisoire de chantier avec description de l'installation électrique, de ses dispositifs de sécurité, positionnement des armoires et des coffrets de distribution.

3.3.1.2 Sécurité et hygiène de chantier

Nettoyage du chantier et enlèvement des déchets, conditionnements, déblais

et gravois : l'entrepreneur est responsable du nettoyage du chantier et de l'enlèvement des ses propres déchets, conditionnements, déblais et gravois.

- Déchets : Chaque entreprise a à sa charge l'évacuation des déchets ou conditionnements jusqu'aux lieux de stockage provisoire (s'ils existent) ou jusqu'à la décharge appropriée.
- Déblais, gravois : il n'y aura pas de stockage sur le lieu du chantier (sauf autorisation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre), chaque entreprise à la charge de l'évacuation ses propres déblais et gravois au fur et à mesure de leur production, jusqu'aux lieux de stockage provisoire (s'ils existent) ou jusqu'à la décharge appropriée.

3.3.1.3 Panneaux de chantier

- La mise en place de tous les panneaux d'affichage réglementaires d'interdiction de pénétrer sur le chantier, la mise en place de panneaux de chantier en bordure et leur maintien en place pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux installés devront respecter les prescriptions suivantes : panneau de permis de construire, suivant les dispositions de l'article A 421.7. du code de l'urbanisme, panneaux de reconnaissance des chantiers, l'entrepreneur effectuera la pose aux endroits définis par le maître d'œuvre, et en assurera la conservation pendant toute la durée du chantier. A l'issue du chantier, ces panneaux seront déposés et transportés par les soins de l'entrepreneur aux lieux de stockage désignés par le maître d'ouvrage.

Il devra par ailleurs assurer la confection et la mise en place d'un panneau d'information de 4 m² environ (suivant maquette fournie par le maître d'oeuvre) indiquant la nature des travaux exécutés, les financements, les noms du maître d'ouvrage et des différents prestataires.

3.3.2 - Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombe à chaque lot :

- les charges temporaires de voirie et de police ;
- les frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- chaque titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'oeuvre ;
- chaque titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;
- Chaque titulaire de lot a sa charge l'enlèvement de ses propres déblais et de leur transport jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur.

En cas de non respect de ces exigences, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

3.3.3 - Dépenses diverses sur compte prorata

Un compte prorata sera exigé.

Ce compte, géré par l'entreprise titulaire du lot VRD, sera obligatoirement conduit selon les obligations indiquées au plan général de coordination. Dans le cas où le gestionnaire ne verrait pas l'exécution de ses propres ouvrages se réaliser du début à la fin du calendrier des travaux, il aurait l'obligation de présence du début jusqu'à la fin du chantier dans le cadre de la gestion de ce compte.

En cas de défaillance de l'entreprise gestionnaire du compte prorata, la gestion du compte sera reprise par l'entreprise dont le montant de marché suit par ordre de décroissance le montant du marché de l'entreprise défaillante.

Le maître d'ouvrage pourra retenir sur le solde dû le montant non réglé du compte prorata.

Les dépenses indiquées ci-après seront réglées par le compte prorata :

- nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène ;
- consommation d'eau, d'électricité et de téléphone ;
- frais d'exploitation des ascenseurs de chantier le cas échéant;
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - .. l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - .. les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - .. la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Le gestionnaire du compte prorata procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre ou du maître de chantier se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3.3.4 Chauffage de chantier

Sans objet.

3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis comme suit :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie (pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures)	S'il est tombé plus de 10 mm d'eau ou l'équivalent en neige (après fonte pendant la journée de travail)
Gel: pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures (pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures) pour le lot VRD (Coulage du béton)	Si à 6 h : il y a présence de glace avec température positive. Si à 6 h : la température extérieure étant inférieure à -5 ° C, elle est encore à 10h inférieure à -4 ° C. Si à 12 h, il y a prévision de gel nocturne
Neige (pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures)	Si à 6h, il y a présence de neige sur au moins 2 cm d'épaisseur même avec une température positive

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Nancy

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au présent C.C.A.P.
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.

- ☒ en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels qui n'obligent pas, par leur intensité, l'entrepreneur à cesser son activité sur constat contradictoire fait par le maître d'œuvre.
- ☒ des prix du marché sont établis en prenant en compte les frais de bureau d'études pour l'établissement de plans d'exécution, d'atelier et de chantier (P.A.C.) et recollement des ouvrages, ainsi que les frais de compte prorata ;
- ☒ des frais nécessaires à la délivrance des rapports et certificats de conformité (consuel et autres) sont à la charge de l'entreprise.
- ☒ des plans de récolement (D.O.E) et autres documents à fournir en fin de chantier en 5 exemplaires dont un reproductible et support informatique (*CD Rom*)

Les prix afférents à chaque lot sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 12 de l'article 10 du CCAG.

Connaissance des lieux et des conditions de travail

L'entrepreneur est réputé par ailleurs, par le fait même de son acte d'engagement,

avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, et, particulièrement des conditions relatives au moyen de communication et de transport, de stockage des matériaux, aux disponibilités en main d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux, et à tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

L'entrepreneur reconnaît en outre avoir une connaissance complète de la nature du sol et du sous-sol, dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus de la visite des lieux et études qui auraient été faits par le maître d'ouvrage et qui sont à sa disposition.

Les conséquences des erreurs et carences de l'entrepreneur dans la réunion des renseignements ne pourront que demeurer à sa charge

3.4.2 - Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

3.4.3 - Caractéristique des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un DQE et BPU pour le lot 01, et par un prix global forfaitaire pour les lots 02 et 03, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

3.4.4 - Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux et selon le modèle qui sera fourni à l'entreprise au début des travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les projets de décomptes libellés au nom du maître d'ouvrage comporteront impérativement les indications suivantes :

1. la désignation des parties contractantes du marché et, le cas échéant, celles des co-traitants et des sous-traitants payés directement (nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale).
2. Numéro du marché.
3. L'objet du marché.
4. Les prestations ou éléments de mission réalisés en rapport avec les prescriptions du contrat, ou la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.
5. La date d'établissement et la signature.

Ils sont à adresser en 3 exemplaires à la maîtrise d'œuvre de l'opération au plus tard le 25 du mois.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

3.4.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5 - Variation dans les prix

3.5.1 - Mois d'établissement des prix du marché

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat (Mois M0)

3.5.2 - Modalités des variations des prix

Les prix sont fermes, non révisables, et actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la ou les formules suivantes :

Tous Lots	Formule
01 à 03	$C_n = I(d-3)/I_0$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $d-3$ par l'index de référence I , sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de six mois au mois zéro.

3.5.3 - Choix des index de référence

L'index de référence I , publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Équipement, des Transports, du Tourisme et de la Mer, sont les suivants :

Lot	Désignation
01	VRD - TP01
02	Ravalement - BT52
03	Menuiseries extérieures bois - BT29

3.5.4 - Variations provisoires

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

3.5.5 - Variations des frais de coordination

Sans objet.

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article 114 du Code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

3.6.2 - Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance du marché:
 - .. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - .. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - .. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - .. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - .. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - .. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
 - .. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
 - .. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

3.6.3 – Sous-traitant de « second rang »

Le sous-traitant agréé qui confie l'exécution d'une partie du marché à un autre sous-traitant est tenu de lui délivrer une caution bancaire ou une délégation de paiement, obtenue d'un établissement qualifié, du montant correspondant.

Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

4.1- Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

Chaque lot reçoit par ordre de service le planning détaillé d'exécution avec ses dates d'intervention.

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux commence à réception de la notification de l'ordre de service pour l'ensemble des titulaires des lots.

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître de chantier après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P., lequel notifie à l'ensemble des titulaires des lots le planning validé pour respect des délais d'exécution.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Pour chacun des marchés le délai de six mois prévu à l'article 46.6 du C.C.A.G.- Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

4.2- Prolongation du délai d'exécution propre aux différents lots

En vue de l'application éventuelle du 2ème alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

- éventuellement les durées limites suivantes :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie (pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures)	S'il est tombé plus de 10 mm d'eau ou l'équivalent en neige (après fonte pendant la journée de travail)
Gel: pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures (pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures) pour le lot VRD (Coulage du béton)	Si à 6 h : il y a présence de glace avec température positive. Si à 6 h : la température extérieure étant inférieure à -5 ° C, elle est encore à 10h inférieure à -4 ° C. Si à 12 h, il y a prévision de gel nocturne
Neige (pour les lots VRD, Ravalement, Menuiseries extérieures)	Si à 6h, il y a présence de neige sur au moins 2 cm d'épaisseur même avec une température positive

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Nancy par défaut

4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxe du marché avec un minimum de 50 E HT par jour calendaire.

Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. et/ou le maître de chantier. L'entrepreneur qui n'assistera pas ou qui ne sera pas représenté par une personne habilitée à prendre toutes décisions en ses lieux et place, subira une pénalité de CENT CINQUANTE Euros Hors Taxes (150 € HT) par absences constatées à ces réunions portées au compte-rendu de chantier
Cette pénalité vaut également pour les sous-traitants dûment convoqués.

Autres pénalités diverses

- 100 € H.T. par jour calendaire de retard par rapport à la date de fourniture des plans d'exécution (dans l'hypothèse où ils sont à établir par l'entrepreneur) fixée au calendrier d'exécution détaillé, cette date devant précéder impérativement de 15 jours au moins, l'exécution de l'ouvrage en question.
- 100 € H.T. par jour calendaire de retard dans la mise en application des consignes du PGCSPS.
- 200 € H.T. par infraction et par jour calendaire pour les dépôts de matériels et matériaux en dehors des zones prescrites.
- 100 € H.T. par jour ouvré de retard dans la présentation des échantillons de matériaux.
- 200 € H.T. par infraction et par jour calendaire de retard dans le nettoyage du chantier, de ses abords et des voiries publiques

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 300,00 Euros par jour de retard.

4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à 100,00 Euros sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

4.6 - Sécurité et protection de la santé

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8.1 et 8.4.4 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 75,00 Euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G.-Travaux.

4.7 – Pénalités pour non respect des obligations d'insertions économiques

En cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 50 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 80 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

5.1 - Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

5.2 - Avance

5.2.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

5.2.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier

Le C.C.A.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G.-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'oeuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par : l'entrepreneur et à ses frais, à la diligence du maître d'œuvre ou du bureau de contrôle technique.

6.3.2 - Vérifications et surveillance avant livraison sur le chantier des matériaux et produits

Sans objet.

6.3.3 - Autres essais et vérifications des matériaux et produits

Sans objet.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

Article 7 : Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions suivantes :

Le piquetage général sera effectué pendant la période de préparation, à la charge de l'entrepreneur, en présence et contradictoirement avec le représentant du maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre, par un géomètre expert.

7.1 - Piquetage spécial

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câble situés au droit ou au voisinage des travaux exécutés, sera effectué selon la condition suivante :

«exécuté en même temps que le piquetage général et en présence des différents concessionnaires du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre, par l'entrepreneur.»

Avant le début des travaux, chaque titulaire concerné doit prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles, 10 jours avant le début des travaux.

Article 8 : Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

8.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution des travaux fixée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins des entrepreneurs :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1er et 2ème alinéa de l'article 28-2 du C.C.A.G.-Travaux.
- Exécution des voies et réseaux divers, conformément de la section 7 du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié, relatif à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers.
- Etablissement et remise au maître d'oeuvre des plans EXE et PAC, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du C.C.A.G.-Travaux et au présent C.C.A.P.
- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

L'absence de remise au coordonnateur S.P.S. des documents concernant la sécurité et protection de la santé, fait obstacle au démarrage, et à l'exécution proprement dite des travaux du lot considéré. Les pénalités de l'article 4.3 du présent CCAP seront automatiquement appliquées.

par les soins des entrepreneurs :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre ou du maître de chantier du calendrier d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG ainsi que du plan particulier de sécurité et de protection de la santé ;
- les détails complémentaires, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux qui ne figurent pas dans le dossier de consultation remis à l'entrepreneur ;

NOTA: Le deuxième alinéa ci-dessus concerne l'entreprise du lot principal (lot N°1)

Le troisième alinéa ci-dessus s'applique lorsque le maître d'oeuvre ne dispose pas de la mission EXE.

Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, 21 jours avant le début des travaux.

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'oeuvre.

Ce dernier doit les renvoyer aux entreprises avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les deux alinéas qui précèdent s'appliquent lorsque le maître d'oeuvre ne dispose pas de la mission EXE.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée avec les indications ci-après :

- Durée d'intervention par tâches
- Avis techniques, échéanciers, nuanciers et notice des principaux matériels, matériaux et composants
- le calendrier d'exécution établi dans le cadre du planning prévisionnel des travaux annexé au présent CCAP
- tout autre document qui pourrait être demandé pour cette période par les documents particuliers du marché; (plans de détails et de réservations, échantillons ect...)

En cas de retard, il sera fait application d'une pénalité prévue à l'article 4.3. par jour calendaire de retard. Le maître d'oeuvre doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 8 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.4 - Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers

8.4.1 - Facilités accordées au titulaire du lot VRD pour l'installation et l'entretien de chantier

Sans facilité accordée.

8.4.2 - Installations à réaliser par le titulaire

Les installations nécessaires à la vie des personnels et au fonctionnement du chantier sont réalisées par le titulaire du lot VRD.

L'entrepreneur aura à sa charge les éventuels frais de gardiennage à mettre en oeuvre sur le site de ses installations pour se prémunir de tout acte de vandalisme envers ses engins de chantier, son matériel, ses fournitures et autres.

8.4.3 - Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire

Sans objet.

8.4.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

8.4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations des entreprises

Les entreprises communiquent directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du C.I.S.S.C.T. ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Les entreprises s'engagent à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Les entreprises informent le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

L'entreprise donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

8.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Comme précisé ci avant, sauf procédure d'urgence dûment signalée, l'entrepreneur ne devra commencer aucun travail supplémentaire sans être en possession de l'ordre de service correspondant du maître d'œuvre si minime que soit la dépense, indiquant le ou les prix supplémentaires proposés, faute de quoi le maître d'ouvrage sera en droit de refuser le paiement des prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'un avenant (marché à prix global et forfaitaire) ou à une décision de poursuivre (marché à prix unitaires) prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 9 : Essais et Contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1 - Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P.

Ces essais et contrôles seront exécutés sur le chantier par l'entrepreneur et à ses frais, à la diligence du maître d'œuvre ou du bureau de contrôle technique.

Essais sur le chantier de qualité des matériaux et mise en œuvre

Le C.C.T.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les dispositions de l'article 24.3 du CCAG, relatives aux essais et vérifications sont applicables à ces essais

Essais avant livraison sur le chantier de qualité des matériaux

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitant et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre, à la charge de l'entreprise.

Les dispositions de l'article 24.3 du C.C.A.G.-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en oeuvre sont applicables à ces essais.

9.1.2 - Le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit par application de la décomposition du prix forfaitaire, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

9.2 - Réception

Concernant la réception, les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

- Dans le cas de marchés par lots séparés

La date de réception sera unique pour tous les lots techniques et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande.

- Dispositions particulières

La réception des ouvrages désignés ci-après ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles mentionnés au CCTP et les essais COPREC pour chaque lot technique ainsi que le consuel délivré à la diligence de l'entreprise à ses frais par un bureau de contrôle homologué.

Pour les ouvrages désignés ci-après : Ensemble des lots, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles mentionnés du cahier des charges.

Le délai maximal dans lequel le maître d'oeuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.5 - Documents fournis après réception

Les plans et autres documents à remettre par le ou les titulaires au maître d'oeuvre comme indiqué à l'article 4.5 ci-dessus seront présentés comme suit :

L'entrepreneur établira sous la responsabilité du maître d'oeuvre et du coordonnateur de sécurité, la notice d'entretien courant et de fonctionnement du bâtiment pour la partie qui le concerne.

Le dossier des ouvrages exécutés sera établi en 5 exemplaires dont 1 reproductible avec support informatique.

Les plans et autres documents fournis après exécution devront être remis par l'entrepreneur au maître d'oeuvre dans les délais et selon les modalités prévues au CCAP.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à ce même article 4.5.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

9.6 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

9.7 - Garanties particulières

Sans objet.

9.8 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 4.3 du C.C.A.G.-Travaux, les titulaires doivent justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.

une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

9.9 - Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 à 48 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 10 : Actions d'insertion

La Collectivité d'Azelot, dans une volonté de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 14 du code des marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale en tant que condition d'exécution du marché.

Chaque entreprise attributaire, devra réaliser une action d'insertion pouvant permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, avec une priorité aux bénéficiaires du RSA.

1. Nombre d'heures d'insertion à effectuer dans le cadre du marché

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'entreprise attributaire du lot VRD devra réaliser une action d'insertion équivalente – au minimum – à 5% (cinq pourcent) de la masse salariale estimée forfaitairement à 30% (trente pourcent) du montant hors taxes dudit lot. . Le nombre d'heures d'insertion est fixé in fine par le Chargé de Développement (cf. alinéa 4) qui applique un coût horaire défini à l'échelle du département de Meurthe-et-Moselle. Le Chargé de Développement transmet le nombre d'heures d'insertion à réaliser à chaque entreprise attributaire concernée.

L'entreprise attributaire du lot (1) vrd devra effectuer 94h d'insertion.

En cas de sous-traitance, l'intégration ou la non-intégration de l'obligation d'insertion dans le contrat de sous-traitance est sans conséquence sur l'engagement contractuel du titulaire.

2. Les publics visés

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à concourir à la politique d'insertion de la collectivité en faveur des personnes en difficultés d'insertion.

Il peut donc s'agir :

- **d'une personne bénéficiaire du RSA**
- d'une personne en recherche d'emploi de longue durée (inscription cumulée à Pôle Emploi de plus de 12 mois sur les 24 derniers mois),
- d'un jeune de moins de 26 ans avec une qualification inférieure ou égale au niveau V (CAP),
- d'une personne reconnue comme travailleur handicapé,
- de toute autre personne inscrite dans une structure d'insertion par l'activité économique : personnes mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ainsi que les salariés d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) ou d'une Régie de quartier.

3. Les modalités de mise en œuvre.

Plusieurs possibilités sont offertes aux entreprises pour respecter cette condition d'exécution du marché :

a) L'embauche directe

L'entreprise devra alors désigner un tuteur chargé d'assurer une fonction d'encadrement et de formateur.

b) La sous-traitance d'une partie des prestations à une structure d'insertion par l'activité économique.

c) La mise à disposition de main d'œuvre

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une association intermédiaire ou d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

d) Toute action en lien avec l'insertion professionnelle négociée en amont de la mise en œuvre de la clause d'insertion avec le Chargé de Développement

4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Le Conseil général de Meurthe et Moselle dispose d'un Chargé de Développement sur chaque territoire. Son rôle est - notamment - d'accompagner au mieux les entreprises et les collectivités dans la mise en œuvre des clauses d'insertion. Dans le cas précis, il s'agit de :

Stéphane BARBIER

Responsable adjoint chargé du développement

Service Économie solidaire et Insertion - Nancy et Couronne

109 boulevard d'Haussonville

54000 NANCY

Tél. : 03 83 90 22 44 – Port : 06 09 76 62 61

Mail : sbarbier@departement54.fr

Dès notification et avant commencement d'exécution, le titulaire devra prendre contact avec le Chargé de Développement afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

5. Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles au contrôle et à l'exécution de la clause (ex : contrat de travail, relevé des heures réalisées, facture, etc.).

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités de non-exécution.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le Chargé de Développement désigné dans l'article précédent étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à réaliser cette condition d'exécution.

A l'issue des travaux, le Chargé de Développement valide ou infirme l'engagement du titulaire auprès des services comptables du maître d'ouvrage. Le solde du paiement ne saurait être versé sans l'attestation de bonne réalisation délivrée par le Chargé de Développement.

6. Pénalités

En cas de non-respect de la clause d'insertion, le titulaire encourt, sans mise en demeure une pénalité égale au coût de la main d'œuvre affectée à la valorisation de la part insertion non réalisée majorée de 20 %. L'application des pénalités pour non-respect de la clause d'insertion déroge à l'article 20.4 du CCAG Travaux.

Toutefois cette pénalité n'est pas applicable lorsque la responsabilité du titulaire n'est pas en cause.

En cas de refus caractérisé de la part du titulaire de respecter la clause d'insertion, le maître d'ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure, de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 46 du CCAG travaux.

7. Condition particulière

En cas de difficultés conjoncturelles avérées entraînant un conflit entre les obligations liées à la clause d'insertion et d'autres obligations du titulaire au titre du code du travail, le pouvoir acheteur examinera la possibilité, sur justificatifs du titulaire, d'alléger ou de suspendre exceptionnellement, la clause sociale d'insertion par ordre de service.

Article 11 : Dérogations aux documents généraux

Sans objet.

Dressé par :

Le :

Lu et approuvé

(signature)